



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'éducation

Question écrite n° 111756

Texte de la question

Par l'intermédiaire du MEDEF, les patrons français veulent une réforme de l'enseignement supérieur avec des universités plus sélectives, plus autonomes et dispensant une formation plus tournée vers les besoins de l'entreprise. Chaque université doit pouvoir sélectionner ses étudiants comme elle l'entend, par des concours, entretiens personnalisés ou toute autre méthode, comme c'est déjà le cas pour l'université de Paris-Dauphine ou les Instituts universitaires de technologie (IUT), a déclaré Laurence Parisot, qui s'exprimait dernièrement lors d'une conférence de presse mensuelle du MEDEF. L'organisation patronale demande que, dès le premier semestre de la première année universitaire, l'étudiant élabore « un projet professionnel » qui débouche, si nécessaire, sur une « réorientation ». Le MEDEF prône une adéquation entre le cursus suivi par les étudiants et les « possibilités d'insertion professionnelle » et souhaite le développement d'une « pédagogie en alternance ». Il demande que tous les diplômes professionnels de l'enseignement supérieur prévoient un temps important passé en entreprise et prône la nomination de professionnels, retraités ou en activité, en tant que « professeurs associés ». Sur le plan financier, le MEDEF demande que les dotations de l'État aux universités soient en partie « liées à l'employabilité des étudiants » et veut une hausse des droits d'inscription, quitte à développer les systèmes de bourses pour favoriser « une responsabilisation et une plus grande exigence de la part des étudiants ». Le patronat recommande la création de fondations « avec des dispositions fiscales favorables aux donateurs » et « la possibilité pour l'université de conclure des contrats avec les entreprises leur permettant de générer leurs ressources propres ». Compte tenu de ces éléments, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande à M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche de lui indiquer ses intentions au sujet des propositions formulées par le MEDEF.

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 111756

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : éducation nationale

Ministère attributaire : éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 novembre 2006, page 12337